

DEC211646DR01

**Décision portant délégation de signature à Monsieur Stéphane Jaffard pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité l'UMR8050 intitulée « Laboratoire d'analyse et de mathématiques appliquées » (LAMA)**

## LE DIRECTEUR D'UNITE,

**Vu** le code de la commande publique et ses textes d'application ;

**Vu** le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

**Vu** la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

**Vu** la décision DEC191098INSMI du 17 juin 2019 portant nomination de Monsieur Olivier Guédon aux fonctions de directeur de l'unité mixte de recherche UMR8050 intitulée « Laboratoire d'analyse et de mathématiques appliquées » (LAMA) à compter du 01/09/2019 ;

## DECIDE :

### Article 1<sup>er</sup>

Délégation est donnée à Monsieur Stéphane Jaffard à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée<sup>1</sup>.

### Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane Jaffard, délégation est donnée à Monsieur François Bouchut, directeur de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> de la présente décision.

### Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

### Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marne La Vallée, le 15 mars 2021

Le directeur d'unité  
Olivier Guédon

---

<sup>1</sup> Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000€ HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.